

Bureau du 17 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept janvier à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
TROMBERT Fabien, Président CCHC
COLOMER Gérard
DENNE Jean-Claude

Absents/excusés :

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Secrétaire de séance : M. Jean-Claude DENNE

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 10 janvier 2024

Délibération affichée le :

Point n°3 –Demande d'aides pour les postes du contrat de rivières – service GeMAPI

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC, rappelle au Bureau Syndical qu'afin de piloter, animer et mettre en œuvre le contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique, le SIAC en tant que structure porteuse de la procédure, s'est doté du personnel nécessaire.

Dans le cadre de la phase opérationnelle, le financement des postes est prévu pour la mise en œuvre des actions du Contrat de rivières. Compte tenu également de la délégation partielle de la compétence GeMAPI au SIAC par Thonon-Agglomération, du transfert de la compétence GeMAPI au SIAC par la CCHC et la CCPEVA, et de la reconnaissance du syndicat en tant qu'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE), cinq postes apparaissent pleinement justifiés afin d'assurer les engagements du contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique et des opérations à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GeMAPI du syndicat en tant qu'EPAGE.

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB – 2019- 0051 du 7 octobre 2019 approuvant la modification des statuts du SIAC,

Vu la délibération D8_MARS23 du 30 mars 2023 du comité syndical du SIAC, approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant la convention de partenariat de l'Agglomération, déléguant la compétence GeMAPI au SIAC par cette intercommunalité,

Vu la délibération D27_OCT23 du 5 octobre 2023 du comité syndical du SIAC, créant deux postes dans le cadre du transfert à la carte de la compétence GeMAPI par la CCHC et la CCPEVA à effet au 01/01/2024,

Vu la délibération D36_DEC23 du 14 décembre 2023 du comité syndical du SIAC, mettant à jour le tableau des effectifs du syndicat afin de structurer et renforcer le service GEMAPI pour le 01/01/2024 date d'effet du transfert de compétence à la carte,

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu l'avenant n°1 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020 et signé le 9 juillet 2020 à Marin pour la seconde partie 2020-2022,

Vu le projet d'avenant n°2 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique validé par la délibération D17_DEC22 du 8 décembre 2022 permettant de proroger la durée du contrat de rivières jusqu'au 30 juin 2024,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors des avenants n°1 et n°2,

Considérant l'engagement des partenaires financiers sur le financement des postes dans le document contractuel signé du contrat de rivières,

Considérant la fiche action CA du volet C du contrat de rivières des Dranses et de l'Est Lémanique (cf. recueil des fiches actions du contrat de rivières), portant notamment sur les ressources humaines et les moyens techniques de la structure porteuse nécessaires à l'animation, au suivi, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions du programme de ce contrat,

Considérant que l'engagement des moyens techniques, financiers et des ressources humaines doit permettre la réalisation des actions du contrat de rivières en répondant aux objectifs fixés dans la fiche action CA et en assurant les missions suivantes :

- animation et pilotage de la procédure ;
- mise en œuvre des actions du programme du contrat de rivières ;
- suivi et évaluation des actions du contrat de rivières ;
- coordination des projets avec les collectivités, les acteurs et les partenaires ;
- mise en œuvre technique et le suivi opérationnel de certaines actions dont la structure porteuse est maître d'ouvrage, notamment par délégation et/ou transfert de la compétence GeMAPI ;
- suivi de chantiers et d'études techniques ;
- appui aux collectivités en apportant l'expertise et les conseils aux acteurs de l'eau et de l'aménagement du territoire (porteurs d'actions ou d'autres projets : communes, intercommunalités, structures socio-professionnelles, ...) ;
- suivi d'études et d'opérations sur la qualité et la ressource en eau ;
- suivi administratif, juridique et financier des dossiers ;
- communication et sensibilisation sur la préservation de la ressource et des milieux aquatiques ;
- développement d'une dynamique sur le territoire de gestion globale par bassin versant (stratégie globale de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques du bassin versant alliant la prévention contre les risques) ;
- veiller à la cohérence des actions du contrat de rivières avec les autres procédures et politiques en cours sur le bassin versant.

Considérant que la fiche action CA est éligible aux aides des partenaires financiers du contrat de rivières,

Considérant les opérations à mettre en œuvre également dans le cadre du transfert de la compétence GeMAPI,

Le SIAC sollicite une subvention auprès de ses partenaires financiers pour l'année 2024, selon le plan de financement ci-dessous :

		01/01/2024 au 31/12/2024			
		DEPENSES (€ TTC)	RECETTES (€ TTC)		
		Montant	Financeurs	Taux subv.	Montant subvention
Fonctionnement	Frais de personnel (salaires et charges) + frais de fonctionnement liés au poste « directeur technique » (10,5 mois)	72 000 €*	Agence Eau CD 74 SIAC	50% 0 % 50%	162 000 € 0 % 162 000 €
	Frais de personnel (salaires et charges) + frais de fonctionnement liés au poste « chargée de coordination du BV des Dranses et de l'Est lémanique » (12 mois)	56 000 €*			
	Frais de personnel (salaires et charges) + frais de fonctionnement liés au poste « chargée des ouvrages de protection et des projets structurants » (12 mois)	70 000 €*			
	Frais de personnel (salaires et charges) + frais de fonctionnement liés au poste « chargé des programmes et projets de gestion, de restauration, de valorisation des cours d'eau et milieux aquatiques » (12 mois)	74 000 €*			
	Frais de personnel (salaires et charges) + frais de fonctionnement liés au poste « technicien rivières » (12 mois)	52 000 €*			
TOTAL		324 000 €	TOTAL	100%	324 000 €

**Mode de calcul basé sur des salaires annuels chargés (comprenant les charges patronales et les primes) x 1,3*

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Mme la Présidente à solliciter les financements pour les postes listés ci-dessus aux partenaires financiers pour l'année 2024 et à signer au nom et pour le compte du SIAC, toutes pièces, de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 23/01/2024

Reçu en préfecture le 23/01/2024

Publié le

ID : 074-257402560-20240117-D3_JANV2024-DE

S²LOW

Le secrétaire de séance,

Jean-Claude DENNE



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.